

Votre Intermédiaire
DIOT SA
39 RUE MSTISLAV
ROSTROVITCH
75017 PARIS
☎ 01 44 79 62 00
N°ORIAS 07009129
Site ORIAS www.orias.fr



Votre contrat

Construction RCD

Vos références

Contrat n° : 10482825204

Client : 0665878920

SMAC
143 AVENUE DE VERDUN
IMMEUBLE INSPIRA
92130 ISSY LES MOULINEAUX

ATTESTATION D'ASSURANCE

L'entreprise d'assurance AXA France IARD atteste que :

SMAC
143 AVENUE DE VERDUN
IMMEUBLE INSPIRA
92130 ISSY LES MOULINEAUX
N°SIREN/SIRET : 682040837

- Est titulaire d'un contrat d'assurance n° 10482825204 pour la période du 01/01/2026 au 01/01/2027
- Le client paie régulièrement ses cotisations

Assurance de responsabilité décennale obligatoire

1- Les garanties objet de la présente attestation s'appliquent :

- Aux activités professionnelles suivantes : Etanchéité de toitures, et notamment aux activités d'étanchéité comprenant les travaux accessoires ou complémentaires de toiture-terrasse végétalisée, Etanchéité liquide, Etanchéité par mise en œuvre d'asphalte, Couverture, Charpente, Désenfumage, Bardages, Murs rideaux et façades industrielles, Mise en œuvre de procédés photovoltaïques, Calfeutrement de joints de construction, Isolation thermique et acoustique, Peinture, Carrelage, Revêtement de sols, Revêtement muraux, Faux plafonds, Parquets, serrurerie.
- Aux travaux ayant fait l'objet d'une ouverture de chantier pendant la période de validité mentionnée ci-dessus. L'ouverture de chantier est définie à l'annexe I de l'article A. 243-1 du code des assurances.
- Aux travaux réalisés en France métropolitaine ou dans les départements d'outre-mer.
- Aux chantiers dont le coût total de construction HT tous corps d'état, y compris honoraires, déclaré par le maître d'ouvrage n'est pas supérieur à la somme de **30 000 000 euros**.
Sauf en présence d'un contrat collectif de responsabilité décennale bénéficiant à l'assuré et comportant à son égard une franchise absolue au maximum de 10 millions d'euros pour les lots structure et gros œuvre, 6 millions d'euros pour les autres lots et 3 millions d'euros pour la maîtrise d'œuvre l'ingénierie, l'architecte, CNR, Fabricant d'EPERS.

- Pour des travaux de construction répondant à une norme homologuée (NF DTU ou NF EN), à des règles professionnelles acceptées par la C2P ou à des recommandations professionnelles acceptées par la C2P.
- Pour des procédés ou produits faisant l'objet, au jour de la passation du marché, d'une Evaluation Technique Européenne (ETE) bénéficiant d'un Document Technique d'Application (DTA), ou d'un Avis Technique (Atec), valides et non mis en observation par la C2P.
- Pour des procédés ou produits faisant l'objet, au plus tard le jour de la réception (au sens de l'article 1792-6 du code civil), d'une Appréciation Technique d'Expérimentale (Atex) avec avis favorable.

Les règles professionnelles acceptées par la C2P (commission prévention produits mis en œuvre par l'Agence Qualité Construction), les recommandations professionnelles acceptées par la C2P et les procédés ou produits mis en observation par la C2P sont consultables sur le site de l'Agence Qualité Construction (www.qualiteconstruction.com).

Dans le cas où les travaux réalisés ne répondent pas aux caractéristiques énoncées ci-dessus, l'assuré en informe l'assureur.

Montants des garanties

Nature de la garantie	Montant des garanties
<p>Le contrat garantit la responsabilité décennale De l'assuré instaurée par les articles 1792 et suivants du code civil, dans le cadre et les limites prévus par les dispositions des articles L. 241-1 et L. 241-2 du code des assurances relatives à l'obligation d'assurance décennale, et pour des travaux de construction d'ouvrages qui y sont soumis, au regard de l'article L. 243-1-1 du même code.</p> <p>La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.</p>	<p>En Habitation :</p> <p>Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage.</p>
	<p>Hors Habitation :</p> <p>Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de construction déclaré par le maître d'ouvrage et sans pouvoir être supérieur au montant prévu au I de l'article R.243-3 du code des assurances.</p>
	<p>En présence d'un CCRD :</p> <p>Lorsqu'un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD) est souscrit au bénéfice de l'assuré, le montant de la garantie est égal au montant de la franchise absolue stipulée par ledit contrat collectif.</p>
<p>Durée et maintien des garanties :</p> <p>La garantie s'applique pour la durée de la responsabilité décennale pesant sur l'assuré en vertu des articles 1792 et suivants du code civil. Elle est maintenue dans tous les cas pour la même durée.</p>	

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Vos références :
Contrat RCD
N° de contrat : 10482825204
Client 0665878920

3- GARANTIE DE RESPONSABILITE DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DECENNALE

Le contrat garantit la responsabilité de l'assuré qui intervient en qualité de sous-traitant, en cas de dommages de nature décennale dans les conditions et limites posées par les articles 1792 et 1792.2 du Code civil, sur des ouvrages soumis à l'obligation d'assurance de responsabilité décennale. Cette garantie est accordée pour une durée ferme de dix ans à compter de la réception visée à l'article 1792-4-2 du Code civil.

La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontages éventuellement nécessaires.

Le montant des garanties accordées reste celui prévu par L'ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE.

Il est précisé que les garanties du contrat sont acquises y compris pour les travaux donnés en sous-traitance.

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Ce contrat n'a pas pour objet de garantir une activité de constructeur de maisons individuelles, avec ou sans fourniture de plans, telle que définie par la loi du 19 décembre 1990 et son décret d'application du 27 novembre 1991.

Nanterre le 09/12/2025

POUR LA SOCIETE :

Mathieu GODART
Directeur Général Délégué d'AXA France

